

Regard sur les affaires extérieures du Canton de Fribourg

—
2023



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Chancellerie d'Etat CHA
Staatskanzlei SK



Table des matières

Introduction	1
1 Fribourg sur la scène fédérale	2
Energies renouvelables	2
Constructions hors zone à bâtir	3
Une agriculture durable et compétitive	4
Uniformisation du financement des soins ambulatoires et stationnaires	5
2 Relations intercantionales	6
Une mobilisation des cantons en faveur des relations entre la Suisse et l'UE	6
Soutenir la presse locale et la diversité des médias	7
La politique des agglomérations	8
3 Relations internationales	9
Assemblée des régions d'Europe	9
Fribourg et la Région Grand Est	10
4 Evènements phares	11
Promouvoir l'économie circulaire	11
Saint-Nicolas est de retour au Palais fédéral	12
5 Retour en images	13
Annexes	15

Introduction

Nous vivons dans un monde particulièrement interconnecté. De nombreuses décisions prises au niveau national et international ont un impact sur le canton de Fribourg. C'est pourquoi le Conseil d'Etat collabore avec les autres cantons, la Confédération et d'autres partenaires de manière régulière

Ainsi, le Conseil d'Etat s'implique au niveau national et intercantonal sur les sujets importants qui concernent le canton et rencontre régulièrement les parlementaires fribourgeois, les gouvernements des autres cantons et particulièrement ceux de la Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) dont le siège est à Fribourg. De plus, les membres du gouvernement cantonal défendent les intérêts de Fribourg dans les différentes conférences spécialisées dont ils sont membres.

Au niveau national par exemple, le Conseil d'Etat a suivi la loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie renouvelable qui traite notamment l'obligation d'installer des panneaux solaires sur les toits des nouveaux et grands bâtiments et l'assouplissement du débit résiduel des centrales hydroélectriques en cas de pénurie d'électricité. Le Conseil d'Etat a aussi suivi activement les débats autour de la politique agricole PA22+ pour défendre une agriculture fribourgeoise productive pour les années à venir.

Par le biais de la CGSO, Fribourg a soutenu des interventions parlementaires visant à aider les médias locaux. Il s'agit d'une préoccupation centrale pour Fribourg, dont le paysage médiatique est bilingue.

Cette année, Saint-Nicolas s'est rendu au Palais fédéral en compagnie d'une forte délégation fribourgeoise. Cette manifestation bien appréciée permet de tisser des liens avec la politique et l'administration fédérale dans un cadre convivial.

Fribourg regarde également au-delà de ses frontières. Le Conseil d'Etat souhaite des relations stables avec l'Union européenne. En tant que membre de la Commission Europe de la Conférence des Gouvernements cantonaux, j'ai pu faire valoir la position du gouvernement cantonal dans le débat sur la politique européenne. Je constate avec satisfaction que le Conseil fédéral a présenté un mandat de négociation. La conférence sur l'économie circulaire a également montré l'importance de la collaboration à l'international. Dans le cadre de la stratégie macro régionale de l'Union européenne pour l'espace alpin (EUSALP), plus de 150 personnes d'une douzaine de pays se sont réunies à Fribourg.

Enfin, depuis 2023, Fribourg héberge l'Institution suisse des droits humains (ISDH). Au grand plaisir du Conseil d'Etat, cette Institution financée par la confédération et les cantons a son siège au cœur de la ville de Fribourg.



Olivier Curty
Conseiller d'Etat



Photo officielle 2023 Conseil d'Etat fribourgeois. © Etat de Fribourg
– Staat Freiburg

1 Fribourg sur la scène fédérale

Energies renouvelables

En 2023, les Chambres fédérales ont traité la [Loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr et reposant sur des énergies renouvelables](#) qui révisé la Loi sur l'énergie et la Loi sur l'approvisionnement en électricité. Celle-ci a pour but de créer les conditions nécessaires à la réalisation des objectifs inscrits dans la [Stratégie énergétique 2050](#), notamment la nécessité pour la Suisse de conserver et de sécuriser un niveau d'approvisionnement énergétique élevé tout en contribuant à réduire la pollution environnementale au travers de l'utilisation de sources d'énergies renouvelables.

Le Conseil d'Etat s'est engagé dès le début des discussions aux Chambres fédérales en faveur de la loi. Il a notamment défendu une utilisation croissante des énergies renouvelables pour garantir l'approvisionnement en électricité du pays ainsi que l'obligation d'installer des panneaux photovoltaïques pour les nouveaux bâtiments d'une surface supérieure à 300 m². La conservation des prescriptions relatives aux débits résiduels a été longuement discutée aux Chambres fédérales. Le Conseil d'Etat s'est positionné pour le maintien de celle-ci en ajoutant une mesure d'assouplissement en cas de pénurie d'électricité avérée.



Le barrage de Rossens fournit chaque année de l'énergie à plus de 46'000 ménages. L'énergie renouvelable est une priorité pour le Conseil d'Etat qui a soutenu la Loi fédérale sur l'énergie allant en ce sens.

Constructions hors zone à bâtir

[La 2^{ème} phase de la loi sur l'aménagement du territoire \(LATII\)](#) a pour but de régler la question des constructions hors de la zone à bâtir. Lors de la consultation, le Conseil d'Etat fribourgeois a notamment soulevé les problématiques de mise en œuvre du projet et du manque de marge de manœuvre laissée aux cantons. De même, les coûts en ressources et les conséquences financières manquaient au projet. Il a particulièrement combattu la possibilité, pour les cantons, de désigner des zones spéciales hors zone à bâtir dans lesquelles des utilisations non imposées par leur destination sont admissibles.

Cette mesure contrevenait au principe de la LAT qui définit de manière précise les zones à bâtir et cherche à densifier les constructions afin d'éviter le mitage du territoire.

Après avoir subi de nombreuses modifications et de longs débats durant toute l'année, le projet a été mis sous toit lors de la session d'automne 2023. Les questions de mise en œuvre sont nombreuses et les conséquences financières et en ressources pour le canton sont encore difficiles à estimer, mais elles ne seront pas négligeables. Le Conseil d'Etat pourra se déterminer courant 2024 sur les adaptations de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire.



Le Conseil d'Etat a été actif dans la seconde réforme de la Loi sur l'aménagement du territoire. Le projet de la LATII permet de mieux réglementer les constructions hors des zones à bâtir.

©Unsplash.com

Une agriculture durable et compétitive

Le canton de Fribourg a la réputation d'être un canton agricole puisque près de 60% de son territoire est utilisé par l'agriculture. Dès lors, le [message relatif à l'évolution future de la Politique agricole à partir de 2022 \(PA22+\)](#), proposé par le Conseil fédéral en février 2020, a fait l'objet d'un important suivi de la part du canton. D'abord gelé par les Chambres fédérales en 2021, le budget de 14 milliards de francs a ensuite été débloqué par ces dernières en 2021 et la procédure parlementaire s'est étendue jusqu'à la session d'été 2023.

Le but de ce projet est de définir l'orientation stratégique de la future politique agricole de la Suisse

en visant à améliorer les conditions générales sur les plans du marché, de l'exploitation et de l'environnement. Ceci afin que l'agriculture et le secteur agroalimentaire puissent accroître leur valeur ajoutée sur le marché, renforcer la capacité de rendement des exploitations ainsi que continuer à réduire l'impact environnemental et la consommation des ressources non renouvelables. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une politique agricole intensive et durable ainsi qu'une compétitivité du secteur agroalimentaire sont nécessaires afin de faire face aux futurs défis de taille tout en réduisant la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des subventions.



L'enveloppe de 14 milliards octroyée dans le cadre de la PA22+ doit permettre de garantir la compétitivité et la durabilité de l'agriculture suisse.

Uniformisation du financement des soins ambulatoires et stationnaires

Le [financement moniste](#) fait partie des grandes réformes du système de soin. Le but principal est de financer de manière uniforme les soins ambulatoires et stationnaires entre les cantons et les assureurs. La différence de financement existante jusqu'alors favorisait dans les négociations tarifaires les intérêts financiers des acteurs. Cette réforme a demandé un long traitement dans les Chambres fédérales. Elle a été déposée en 2009 et a été mise sous toit en décembre 2023 après cinq législatures. La reprise des débats dans les chambres en 2023 a permis d'aboutir à un projet dans lequel le Conseil d'Etat est notamment intervenu en demandant que les soins de longue durée soient intégrés au projet.

Le Conseil d'Etat a suivi de près les éléments relatifs au canton tels que la garantie d'accès aux données des factures pour les cantons ainsi que le délai pour la mise en œuvre de la réforme. Il s'est en outre opposé à lier l'entrée en vigueur du financement uniforme avec l'initiative sur les soins infirmiers car la mise en œuvre de cette dernière est incertaine et non définie. Ceci entraîne des complications quant à la préparation de l'entrée en vigueur du financement moniste. Cette condition a été finalement rejetée par les deux Chambres.



Le financement moniste institue un mode de financement uniforme des soins ambulatoires et stationnaires entre les cantons et les assureurs.

2 Relations intercantionales

Une mobilisation des cantons en faveur des relations entre la Suisse et l'UE

Le Gouvernement fribourgeois est représenté à la [Conférence des Gouvernements cantonaux \(CdC\)](#) par Monsieur Olivier Curty, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation. En 2023, différents sujets traités par la CdC ont retenu l'attention du canton de Fribourg.

La politique européenne est un dossier central de la CdC. En 2023, des étapes importantes à la stabilisation des relations entre la Suisse et l'Union européenne ont été franchies. Le Conseil d'Etat a systématiquement fait part de sa position et de sa volonté d'aboutir le plus rapidement possible à des relations stables et pérennes avec l'UE. En mars 2023, les cantons ont adopté un [nouvel état des lieux de la politique européenne](#) qui a permis de transmettre un message clair et uni au Conseil fédéral pour continuer les entretiens exploratoires et aboutir à des

négociations. En décembre 2023, le Conseil fédéral a adopté un projet de mandat de négociation, une étape saluée par la CdC.

Les cantons, par le biais de la CdC, ont également accompagné la création de l'Institution suisse des droits humains (ISDH). Selon la loi fédérale sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits humains, une telle structure doit voir le jour en Suisse. Il a notamment fallu trouver un site d'implantation pour l'ISDH. Le Conseil d'Etat fribourgeois a fait part de sa volonté d'accueillir l'Institution dans le canton de Fribourg comme canton pont et proche des grands centres urbains. En mars 2023, [le groupe de travail de l'ISDH a choisi Fribourg comme canton-siège](#) parmi plusieurs candidatures.



Le Conseil d'Etat s'est engagé pour accueillir l'Institution suisse des droits humains (ISDH) à Fribourg. L'ISDH a pris ses quartiers en septembre 2023 à l'Avenue Beauregard.

Soutenir la presse locale et la diversité des médias

Depuis le 1^{er} avril 2023, la [Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale](#) (CGSO) a un nouveau secrétaire général en la personne d'Andreas Behr. La CGSO a soutenu différents objets parlementaires en lien avec la politique médiatique : [22.423 Bulliard. Pour une presse écrite indépendante, il faut adapter les montants de l'aide indirecte](#) et [22.407 Bauer. Répartition de la redevance de radio-télévision](#). L'initiative Bulliard a pour but d'augmenter l'aide indirecte pour la presse locale et régionale, notamment par le soutien à la distribution matinale.

L'initiative Bauer, quant à elle, modifie la Loi sur la radio et la télévision en augmentant la quote-part des radios et télévisions régionales. La CGSO a adressé un courrier aux commissions parlementaires afin de soutenir ces deux objets d'importance pour une couverture médiatique indépendante et diversifiée.

Le comité de la CGSO a également échangé sur les thématiques de la sécurité énergétique, de la politique européenne et des mesures d'économies de la Confédération.



Le Conseil d'Etat demande au Parlement un soutien indirect plus fort pour la presse locale. Il le fait en collaboration avec la Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale et son nouveau Secrétaire général Andreas Behr.

La politique des agglomérations

Le canton de Fribourg est membre de l'association [Région capitale suisse](#) (RCS) qui a pour but de renforcer l'importance de ses régions en tant que pôles d'espaces de vie et d'espaces économiques novateurs tant sur le plan national qu'international. Cette année, le président du Conseil d'Etat Didier Castella a été nommé à la co-présidence de l'association aux côtés du maire de la ville de Berne Alec von Graffenried.

Lors du 11^e Forum de la RCS à Ittigen (BE), les projets d'agglomération étaient au centre de l'attention. Les différents cantons et différentes régions et villes membres de l'association ont eu l'occasion de mettre en lumière les efforts qui sont faits pour développer ces espaces en matière d'aménagement du territoire, de mobilité et de développement économique.

La conseillère nationale Marie-France Roth Pasquier est notamment intervenue pour présenter les avancées réalisées dans le projet [Mobul](#) et les visions d'avenir.

Par ailleurs, cette année a également été celle de la remise du premier « [Prix du bilinguisme](#) » par la RCS. Cette bourse dotée d'un montant de 15'000 francs a été attribuée au [collectif Actif Posthelvetia](#) pour « la Nation » / « Die Nation », un spectacle théâtral en deux pièces joué en allemand et en français. Dans cet univers, l'héroïne Helvetia s'engage pour l'abolition de la Suisse en s'inspirant des exercices de style de Raymond Queneau. Le bilinguisme est l'une des sept priorités thématiques de la RCS qui s'affirme comme un trait d'union entre les différentes cultures linguistiques et les différents membres de l'association.



Le président du Conseil d'Etat Didier Castella lançait le 11^e Forum de la Région capitale suisse à Ittigen (BE). La RCS a pour but de renforcer l'importance de ses régions en tant que pôles d'espaces de vie et économiques novateurs.



La conseillère nationale Marie-France Roth Pasquier présentait les avancées du projet Mobul.

3 Relations internationales

Assemblée des régions d'Europe

En tant que membre de [l'Assemblée des régions d'Europe \(ARE\)](#), le canton de Fribourg participe à différents organes. L'Assemblée générale du mois de juin 2023 a permis, outre les éléments statutaires, de procéder à l'élection de la présidence. Le mandat du suédois Magnus Berntsson, en poste depuis 2017, arrivant à son terme, l'Assemblée générale a élu l'espagnol Albert Castellanos à la présidence. Il est Secrétaire de l'entrepreneuriat et de la compétitivité de la généralité de Catalogne. Le mandat de président dure deux ans et est reconductible trois fois.

Le Bureau de l'Assemblée des régions d'Europe a adopté une prise de position écrite par la *task force* sur

le tourisme. La prise de position souligne l'importance des régions dans la transformation du tourisme en un secteur résilient, inclusif, compétitif et durable. L'Assemblée des régions d'Europe demande aux institutions européennes de reconnaître le rôle des régions et de les aider dans la transition vers un tourisme durable. De même, il est demandé de soutenir la culture et les héritages culturels des régions afin de renforcer l'attractivité de celles-ci. Cette prise de position est transmise aux autorités de l'Union européenne afin de prendre en considération les régions dans leurs politiques.



Le canton de Fribourg était représenté lors de l'Assemblée générale de l'ARE du 28 au 30 juin 2023 à Barcelone. Elle a adopté une prise de position écrite à l'attention des institutions européennes soulignant l'importance du tourisme durable à l'avenir.

Fribourg et la Région Grand Est

Le canton de Fribourg entretient depuis plusieurs années un partenariat avec la région Grand Est en France. A la fin du mois de mars, le conseiller d'Etat Olivier Curty a rencontré Brigitte Torloting, vice-présidente de la région Grand Est, pour un échange et une séance de travail dans le cadre de la manifestation [EUSALP](#) à Fribourg. Les deux responsables politiques se sont entretenus sur le thème de l'économie circulaire et ont discuté des possibilités de collaboration. Madame Torloting a notamment présenté la stratégie de la région Grand Est en matière d'économie circulaire.

Parallèlement, la coopération dans les domaines de l'hydrogène et de la bioéconomie a été poursuivie. Ainsi, deux projets [Interreg B](#) ont été approuvés par le canton. Le premier, GreenSKHy, concerne la formation dans l'hydrogène vert avec la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg ([HEIA-FR](#)) et [afpa](#) Grand-Est. Le deuxième projet s'appelle BioAccelerate : il s'agit de permettre aux *start-ups* actives dans le secteur de la bioéconomie de réussir plus rapidement à intégrer le marché. Dans son processus décisionnel, l'Union européenne a accepté de financer GreenSKHy mais a refusé le projet BioAccelerate.



Une délégation de la région Grand Est s'est rendue à Fribourg dans le cadre de la manifestation EUSALP en mars 2023. Le thème de l'économie circulaire était au centre de la coopération entre Fribourg et la région Grand Est.

4 Evènements phares

Promouvoir l'économie circulaire

La [présidence suisse](#) de la Stratégie macro-régionale de l'union européenne pour la région alpine (EUSALP) a été lancée à Fribourg lors d'une conférence de deux jours sur la thématique de l'économie circulaire. La manifestation internationale, qui a été organisée conjointement par le canton de Fribourg, la Conférence des Gouvernements cantonaux (CdC) et la Confédération, a rassemblé plus de 150 personnes venant d'une douzaine de pays et a été traduite en cinq langues.

La première conférence suisse d'EUSALP a également eu la chance de pouvoir agir comme plateforme pour la présentation de la « [Feuille de route d'économie circulaire du canton de Fribourg](#) »

par le conseiller d'Etat fribourgeois Jean-François Steiert. Cette feuille de route porte un intérêt tout particulier à l'industrie agroalimentaire et au domaine de la construction.

La conférence s'est terminée avec la « [Déclaration de Fribourg 2023](#) », signée par tous les participants le souhaitant. Cette dernière a pour but de sensibiliser les pays et les régions membres d'EUSALP de l'importance de prendre soin des matières premières. La Déclaration entend également favoriser des plateformes d'échange et des projets communs.

Toutes les images de cet événement sont disponibles sur la [page flickr](#) de l'Etat de Fribourg.



La « Déclaration de Fribourg » propose un engagement commun sur l'économie circulaire et souhaite promouvoir la collaboration, les plateformes d'échange et les projets communs. Elle a été signée par de nombreux participants présents lors de la Conférence EUSALP qui s'est tenue à Fribourg.

Saint-Nicolas est de retour au Palais fédéral

Le mardi 5 décembre 2023, Saint-Nicolas a fait son grand retour sous la coupole fédérale. Il y a apporté le message d'un canton authentique, proche de ses traditions, tourné vers l'avenir et l'innovation. Dans son discours empreint d'humour et d'ironie, l'évêque de Myre a passé l'actualité de l'année en revue. Le président du Conseil d'Etat, Didier Castella, l'aura précédé sur le même ton.

Comme le veut la coutume, Saint-Nicolas était accompagné de Sainte Barbe et de Sainte Catherine, les deux patronnes féminines de la ville de Fribourg, de ses pères fouettards, des joueurs et joueuses de fifre ainsi que des porteurs et porteuses de hotte, issus de la troupe du Collège St-Michel de Fribourg.

Organisé par le Conseil d'Etat et placé sous le parrainage des parlementaires fédéraux fribourgeois, cet événement permet au canton de consolider ses liens avec la Berne fédérale. Il est organisé au début de chaque nouvelle législature.

Tenue dans une ambiance conviviale et informelle, la soirée a été agrémentée de produits typiques proposés par Terroir Fribourg pour charmer les papilles des invité-e-s, dont le Conseiller fédéral Alain Berset.

Toutes les images de cet événement sont disponibles sur la [page flickr](#) de l'Etat de Fribourg.



Saint-Nicolas, Sainte Barbe et Sainte Catherine s'adressent aux invité-e-s du Conseil d'Etat dans la Galerie des Alpes. Se tenant une fois par législature fédérale, cet événement permet au canton de Fribourg de consolider ses liens avec la Berne fédérale.

5 Retour en images



Fribourg, le 24 janvier 2023

Le Conseil d'Etat accueille l'Ambassadeur de France, Frédéric Journès, et l'Ambassadeur d'Allemagne, Michaël Flügger, afin de célébrer les 60 ans du traité de l'Elysée.



Neuchâtel, le 25 avril 2023

Le Conseil d'Etat est accueilli par le Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel pour une rencontre de travail.



Fribourg, le 2 mai 2023

Le Conseil d'Etat accueille l'Ambassadeur du Brésil pour une visite de courtoisie.



Morat, le 29 juin 2023

Le Conseil fédéral est en promenade d'école dans le canton de Fribourg. Il a été reçu par les autorités moratoises avant une rencontre avec la population.



Fribourg, le 20 septembre 2023

Sous la Présidence de Madame Brigitte Häberli-Koller, le Conseil des Etats effectue sa sortie annuelle dans le canton de Fribourg.



Moléson, le 9 octobre 2023

Jacques Bourgeois, conseiller national et président de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, accueille ses collègues de la CEATE-N au sommet du Moléson.



Bulle, le 10 novembre 2023

Mathilde Gremaud lance sa toute nouvelle ligne de vêtements en collaboration avec la marque Fribourg.



Fribourg, le 28 novembre 2023

Le Conseil d'Etat accueille Monsieur le Conseiller fédéral Albert Rösti pour une séance de travail dans les locaux de la Chancellerie d'Etat.

Annexes

Conférences des directeurs cantonaux

Conférences nationales des directeurs cantonaux (état au 31.12.2023)

Nom	Représentation du Conseil d'Etat	Fonction
Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture (CDCA)	Directeur IAF	Vice-président
Conférence pour forêt, faune et paysage (CFP)	Directeur IAF	Membre
Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF)	Directeur FIN	Membre
Conférence tripartite (CT)	Directeur DIME	Président
Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP)	Directeur DIME	Vice-président
Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP)	Directeur DIME	Membre du comité
Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP)	Directeur EEF	Membre du comité
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (CDEn)	Directeur EEF	Membre du comité
Conférence des Gouvernements cantonaux (CdC)	Directeur EEF	Membre
Conférence suisse des hautes écoles (CSHE)	Directrice FAC	Vice-présidente
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)	Directrice FAC	Membre du comité
Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (CSJA)	Directeur SJS	Membre
Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires militaires et de la protection civile et des sapeur-pompiers (CG MPS)	Directeur SJS	Membre
Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)	Directeur SJS	Membre
Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)	Directeur SAS	Membre
Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)	Directeur SAS	Membre
Fondation ch pour la collaboration fédérale	Chancelière d'Etat	Membre du comité directeur
Conférence des chanceliers d'Etat (CCE)	Chancelière d'Etat	Membre du comité

Conférences régionales des directeurs cantonaux (état au 31.12.2023)

Nom	Représentation du Conseil d'Etat	Fonction
Région capitale suisse (RCS)	Directeur IAF	Co-président
Conférence latine des directeurs cantonaux du numérique (CLDN)	Directeur FIN	Vice-président
Conférence latine des directeurs cantonaux des finances (CLDF)	Directeur FIN	Membre
Conférence des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement de la Suisse occidentale et latine (CDTAPSOL)	Directeur DIME	Président
Conférence des transports de Suisse occidentale (CTSO)	Directeur DIME	Président
Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO)	Directeur EEF	Membre du comité
Comité gouvernemental HES-SO	Directeur EEF	Membre du comité
Greater Geneva Berne Area (GGBa)	Directeur EEF	Membre
Conférence des chefs de département de l'économie publique de Suisse occidentale (CDEP-SO)	Directeur EEF	Membre
Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) : Assemblée plénière Culture	Directrice FAC	Présidente
Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)	Directrice FAC	Membre
Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de la Suisse du Nord-Ouest (NWEDK)	Directrice FAC	Membre
Conférence latine des directrices et directeurs cantonaux des affaires militaires et de la protection de la population (CLAMPP)	Directeur SJS	Membre
Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA)	Directeur SJS	Membre
Conférence romande de la loterie et des jeux (CRLJ)	Directeur SJS	Membre
Conférence latine des chefs de département de justice et police (CLDJP)	Directeur SJS	Membre
Conférence latine des responsables de la sécurité civile et militaire	Directeur SJS	Membre
Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS)	Directeur SAS	Membre
Conférence latine des chefs des départements compétents en matière d'asile et de migrants (CLDAM)	Directeur SAS	Membre
Conférence latine des chanceliers d'Etat	Chancelière d'Etat	Présidente

Conventions intercantionales

Convention intercantionales en cours d'élaboration, de négociation ou de ratification (état au 31.12.2023)

	Convention (titre provisoire)	Date probable d'entrée en vigueur	Cantons concernés	Direction compétente	Conférence des directeurs cantonaux concernée	Etat
1	Concordat sur la pêche dans le lac de Neuchâtel	2022	FR, NE, VD	DIAF		En cours de modification
2	Convention intercantonale sur les contributions des cantons aux hôpitaux relative au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation des charges (CFFP)	01.01.2021	Tous les cantons	DSAS	CDS	Fribourg a adhéré en fin 2021 et cette convention est entrée en vigueur le 01.01.2022
3	Convention intercantonale CARA sur le dossier électronique du patient	2021	FR-VD-GE-VS-JU	DSAS	-	En cours d'élaboration
4	Convention intercantonale sur la collaboration des forces sanitaires en cas d'évènement extraordinaire	01.01.2020	Tous les cantons romands	DSAS	CLASS	Fribourg a ratifié cette convention le 19.06.2019. Il s'agissait de légitimer et de pérenniser les travaux entamés depuis 2004 par le GRIMCA
5	Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) - Modification	01.01.2020	Tous	DSAS	CDAS	Toujours valable (SPS)
6	Convention réglant l'engagement et l'exploitation d'un poste médical avancé	01.01.2020	VD, FR	DSAS	-	Fribourg a ratifié cette convention le 22.12.2020 avec une entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2020.
7	Convention réglant l'engagement et l'exploitation d'un poste médical avancé	01.01.2020	VD, FR et Montagny	DSAS	-	Fribourg a ratifié cette convention le 14.01.2021 avec une entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2020. La commune de Montagny a résilié la convention précitée le 29.11.2022 suite à la dissolution du corps des sapeurs-pompiers. Une nouvelle convention est en cours d'élaboration.

	Convention (titre provisoire)	Date probable d'entrée en vigueur	Cantons concernés	Direction compétente	Conférence des directeurs cantonaux concernée	Etat
8	Convention sur le service intercantonal d'entretien du réseau autoroutier des cantons de Fribourg, de Vaud et de la République et canton de Genève (Convention SIERA)	01.01.2019	GE, VD, FR	DIME	-	Loi du 08.11.18 sur l'adhésion du canton de Fribourg à la convention intercantonale sur le Service intercantonal d'entretien du réseau autoroutier SIERA
9	Révision de l'Accord intercantonal sur les marchés publics	2022	Tous les cantons	DIME	DTAP	Adoption le 15.11.2019 par l'Autorité intercantonale pour les marchés publics (AiMp), adhésion de Fribourg par la loi du 01.02.2022 (entrée en vigueur au 01.01.2023)
10	Convention de collaboration pour le développement et la gestion du logiciel Boussole21	22.03.2021	VD, VS, FR	DIME	DTAP	Signée le 22.03.21
11	Accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH)	2024-2025	Tous les cantons	DFAC	CDIP	En cours de ratification

Chancellerie d'Etat CHA

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
T +41 26 305 10 45
chancellerie@fr.ch, www.fr.ch/cha

—

Mars 2024

—

Copyright: © Patrick Mülhauser

—

Imprimé sur papier 100% recyclé